

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 4 août au 8 août 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Région** : Nouvel accord de coopération entre le Kenya et l'Ouganda
- ❖ **Kenya** : KenGen renforce sa présence régionale avec un projet de géothermie en Tanzanie
- ❖ **Tanzanie** : Lancement d'un projet d'uranium de 1,2 Md USD

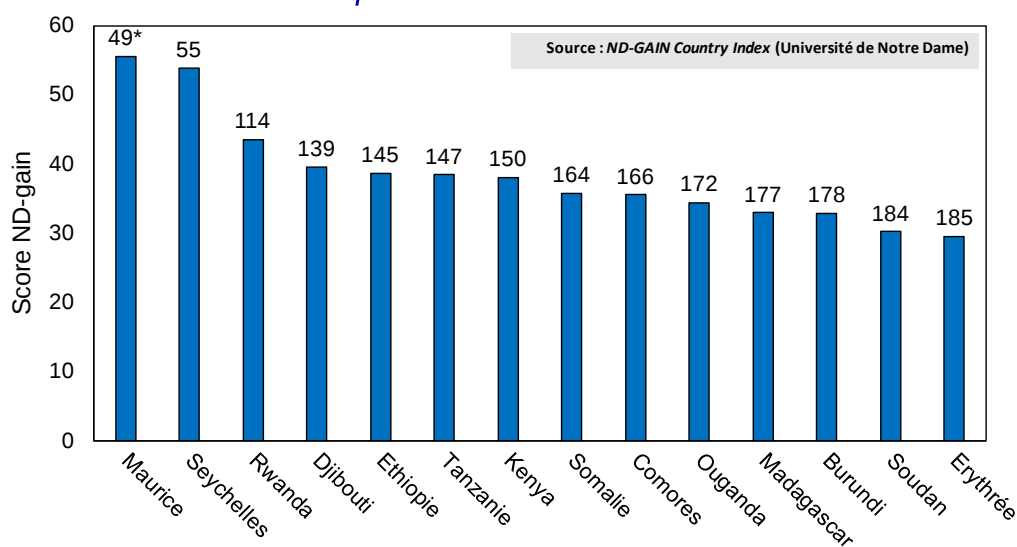
LE CHIFFRE A RETENIR

15 %

MAURICE ET MADAGASCAR:
MONTANT DES NOUVEAUX DROITS DE
DOUANE IMPOSES PAR
LES ÉTATS-UNIS

Le graphique de la semaine

AEOI : résilience face au changement climatique
- d'après l'indice ND-GAIN -



* Classement mondial (du plus résilient au moins résilient face au changement climatique)

L'indicateur ND-GAIN (Notre Dame Global Adaptation Index) est un indice composite qui mesure la vulnérabilité d'un pays aux changements climatiques ainsi que sa capacité d'adaptation. Il a été développé par l'université de Notre Dame (USA) pour aider les décideurs publics et privés à mieux comprendre les risques climatiques. Le ND-GAIN combine deux dimensions principales : (1) la vulnérabilité, c'est-à-dire la sensibilité du pays aux impacts du changement climatique sur des secteurs clés comme l'agriculture, l'eau, la santé ou les infrastructures ; et (2) la préparation, c'est-à-dire la capacité institutionnelle, sociale et économique à répondre à ces risques. Plus un pays a un score élevé, plus il est jugé apte à faire face aux enjeux du changement climatique. L'indice est régulièrement mis à jour et couvre plus de 180 pays.

REGIONAL

Nouvelle liaison fibre optique entre la Tanzanie et le Kenya

La Tanzanie et le Kenya ont lancé une nouvelle liaison via fibre optique (opérant à 1,6 Tb/s) au poste-frontière d'Horohoro, renforçant la connectivité numérique et l'intégration régionale en Afrique de l'Est. Cette infrastructure permet à la Tanzanie d'accéder à huit câbles sous-marins via le Kenya, en complément de ses trois connexions marines à Dar es Salaam. Elle assure une continuité de service en cas de défaillance des stations côtières et améliore la qualité d'Internet dans la région. Le ministre tanzanien Jerry Silaa des télécommunications a annoncé que la fibre couvre désormais 109 districts (sur 184) et sera étendue à 30 districts supplémentaires. La Tanzanie est désormais connectée numériquement à six pays voisins, dont l'Ouganda, le Rwanda et la Zambie, avec des projets d'extension vers la RDC. Le ministre kényan des télécommunications William Kabogo Gitau a appelé au développement d'un poste-frontière intelligent à Horohoro et salué cette avancée comme un symbole de coopération est-africaine.

Nouvel accord de coopération entre le Kenya et l'Ouganda

Le Kenya et l'Ouganda ont signé huit nouveaux protocoles d'accord bilatéraux, en présence des présidents William Ruto et Yoweri Museveni. Ces accords complètent les 17 déjà en vigueur et visent à renforcer la coopération dans des secteurs clés tels que les statistiques, la sécurité, les infrastructures, le commerce et l'énergie. Parmi les mesures phares : un accord entre les instituts nationaux de statistique pour améliorer les échanges techniques et lutter contre le commerce illicite et un cadre commun pour la gestion de la pêche incluant le dossier sensible de l'île de Mizingo. Les deux pays se sont également accordés sur le renforcement du poste-frontière de Busia, le développement de corridors logistiques communs et la coopération dans les domaines du tourisme, des mines, de l'agriculture et des droits fonciers.

BURUNDI

Nomination d'un nouveau Premier ministre

Le président burundais Évariste Ndayishimiye a nommé Nestor Ntahontuye au poste de Premier ministre dans le cadre d'un large remaniement ministériel consécutif au renouvellement parlementaire. Plusieurs nouveaux ministres font leur entrée au gouvernement, dont Jean-Claude Nzobaneza aux Infrastructures, Dr. Lydwine Baradahanya à la Santé publique, Lydia Nsekera à la Jeunesse et aux Sports, Arthemon Katihabwa à la Justice, Alain Ndikumana aux Finances et Édouard Bizimana aux Affaires étrangères.

COMORES

Hausse des entrées et des sorties de devises en 2024

Selon la Banque centrale des Comores (BCC), les entrées de devises ont augmenté de +5,4 %, atteignant 160,5 Md KMF (environ 326,3 M EUR) sur l'année 2024. Ces entrées sont composées des transferts d'argent reçus (78,2 % du total) et de l'achat de devises (21,8 %). Quant aux sorties de devises, elles ont augmenté de +5,8 %, s'établissant à 56,7 Md KMF (115,2 M EUR) en 2024. Les ventes de devises ont représenté 52,9 % du total des sorties, contre 47,1 % pour les transferts sortants effectués par l'intermédiaire des sociétés spécialisées.

DJIBOUTI

L'UE accorde 10 M EUR d'assistance militaire

Le 25 juillet, le Conseil de l'Union européenne a approuvé une aide de 10 millions d'euros via la Facilité européenne pour la paix afin de renforcer les capacités de défense de Djibouti, en particulier celles de sa marine. Ce soutien vise à préserver la souveraineté maritime du pays en appuyant l'entretien des équipements, l'amélioration de sa connaissance de la situation maritime et l'extension de sa présence en mer Rouge. Cette décision s'inscrit dans l'approche intégrée de l'UE face à l'insécurité croissante dans cette zone stratégique, en

complément des opérations européennes menées dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune.

ÉRYTHREE

Le Président présente les priorités nationales en matière de développement

Dans un entretien avec des médias locaux fin juillet, le Président érythréen a présenté les priorités nationales de développement pour 2025 et 2026. Les secteurs agricoles et des ressources marines présenteraient les opportunités de croissances les plus notables. Des programmes visant à augmenter la production agricole et horticole, ainsi qu'à multiplier les systèmes d'irrigation ont été annoncés. Isaias Afwerki a également cité le développement de mini-réseaux électriques (hybrides et à terme solaires), la construction de logements, l'amélioration des services sociaux (éducation, santé), la mise en place d'un filet de sécurité social. Le président a insisté sur les efforts à poursuivre pour l'entretien des réseaux routiers et la formation professionnelle. Ces initiatives seront mises en œuvre par les administrations régionales et la défense nationale et devront être « soutenues par la société civile ». De possibles investissements de la diaspora ont été évoqués.

ÉTHIOPIE

Ethio télécom et Ethiopian Airlines publient des résultats records pour 2024/2025

Suite à la clôture de l'année budgétaire les entreprises publiques publient leurs résultats. Ethiopian Airlines, principale entreprise publique en termes de revenus, aurait généré 7,6 Md USD de revenus, en hausse de +8 % sur 2024/2025. Le nombre de passagers transportés a progressé de près de 10 %, dépassant les 19 millions. Les activités de fret enregistrent une hausse de +4 % avec près de 786 00 tonnes transportées. La compagnie a par ailleurs ouvert six nouvelles destinations internationales et fait l'acquisition de 13 nouveaux appareils. L'opérateur télécom a, quant à lui, enregistré une hausse de +72,9 % de son chiffre d'affaires, porté à 162 Md ETB (1,2 Md USD), dont 12,6 Md ETB seront reversés en dividendes à l'Etat.

Ethiotelecom a développé ses activités au cours de l'année, étendant notamment la couverture 4G (de 37,5 à 70,8 % de la population) et 5G. L'entreprise rapporte 4,8 millions de clients téléphonie/internet supplémentaires sur l'année.

La Banque Centrale publie un bilan des réformes après un an de mise en œuvre

Un an après l'initiation d'un paquet de réformes macroéconomiques, soutenues par le FMI et la Banque mondiale, la National Bank of Ethiopia en dresse le bilan. Parmi celles-ci figurent : la modernisation de la politique monétaire du pays, la libéralisation du taux de change et la réorganisation du secteur financier afin d'instaurer un environnement plus compétitif. La NBE indique que les réformes ont permis de réduire le taux d'inflation (13,9 % en juin 2025 contre 20 % en juin 2024), notamment par l'arrêt des avances au gouvernement. La libéralisation du change aurait permis d'augmenter le flux entrant de devises étrangères de +33 % et d'accroître leur disponibilité pour le secteur privé. La réforme de digitalisation et de développement des services financiers auraient permis d'augmenter la masse des dépôts du secteur financier de 41 %, et les crédits domestiques de 22%. La NBE reconnaît que des efforts restent à poursuivre pour l'ouverture du secteur bancaire aux acteurs étrangers, et le renforcement du marché des devises et de la supervision du secteur financier.

Lancement d'une feuille de route nationale pour la mise en place de l'agri-finance

Le 30 juillet dernier, la Banque centrale éthiopienne et le ministre de l'Agriculture ont lancé conjointement la feuille de route nationale pour le développement de l'agri-finance (2025-2030) (NAFIR). D'après le gouvernement éthiopien, seul 2% des 2 500 Md ETB de demande de crédits dans le secteur agricole auraient été accordés en 2023/24, et cette demande devrait s'accroître. Face à ce constat, la NAFIR prévoit ainsi trois piliers d'actions principaux : i) le développement d'un accélérateur national, en mesure d'octroyer des financements et garanties aux institutions financières ; ii) une facilité d'accès des agriculteurs à des services financiers rationalisés ; iii) le développement d'un centre d'excellence pour l'agro-financement pour assurer le renforcement de capacités des institutions financières et des agriculteurs. L'objectif étant de

voir le montant annuel de crédits octroyé au secteur à 881 Md ETB d'ici 2030.

KENYA

Augmentation de l'inflation en juillet

L'inflation au Kenya a augmenté à 4,1 % en glissement annuel en juillet 2025, contre 3,8 % le mois précédent, selon le Bureau national des statistiques. Cette hausse est principalement due à l'augmentation des prix des produits alimentaires (+6,8 %), des boissons non alcoolisées, du transport (+4,1 %) et des services publics (eau, électricité, gaz), dont les coûts ont bondi de 0,2 % à 1,3 % en un mois. En variation mensuelle, l'inflation ralentit à 0,1 %, contre 0,5 % en juin. La Banque centrale vise une inflation comprise entre 2,5 % et 7,5 % à moyen terme. Elle avait abaissé son taux directeur de 25 points de base en juin, à 9,75 %, pour stimuler l'activité économique. Elle a toutefois révisé à la baisse sa prévision de croissance du PIB pour 2025, de 5,4 % à 5,2 %, en raison des tensions commerciales mondiales. La prochaine réunion de politique monétaire est prévue le 12 août.

KenGen renforce sa présence régionale avec un projet de géothermie en Tanzanie

La société publique kenyane KenGen a entamé des opérations d'exploration géothermique en Tanzanie, dans la région de Mbeya, avec plus de 30 employés sur le terrain pour installer une foreuse. Ce projet marque le début d'un contrat conclu avec la Tanzania Geothermal Development Company. La Tanzanie rejoint ainsi la Zambie, l'Éthiopie, l'Eswatini et Djibouti parmi les pays bénéficiant de l'expertise de KenGen en géothermie. Par ailleurs, KenGen a achevé l'installation de la troisième turbine à vapeur à la centrale d'Olkaria I à Naivasha, ajoutant 63 MW au réseau électrique national.

MADAGASCAR

Baisse de 47 % à 15 % des droits de douane des produits malgaches exportés vers les États-Unis

Le 31 juillet, le gouvernement américain a annoncé l'ajustement à la baisse à 15 % des droits de douane sur les produits malgaches à partir du 7 août 2025,

contre un taux initialement prévu de 47 %. Un moratoire de 90 jours avait entretemps permis l'application d'un taux provisoire de 10 % dès avril. Les exportations de minerais stratégiques (nickel, cobalt, ilménite...) restent exemptées de ces droits.

Maintien du taux directeur de la Banque centrale à 12 %

Le 5 août, la Banque centrale malgache (BFM) a annoncé que son Comité de politique monétaire (CPM) a décidé de maintenir le taux directeur à 12 %, après une hausse de 150 points de base, en mai dernier. Cette décision est motivée selon la BFM par la volonté de préserver le dynamisme des activités économiques, dans un contexte où une période d'observation est nécessaire pour évaluer les effets de transmission de la précédente décision du CPM. Au niveau international, l'incertitude persiste du fait de la volatilité des prix et du contexte géopolitique. La BFM prévoit un taux de croissance du PIB à +4,3 % en 2025 (contre +4,5 % prévus lors du précédent CPM), et un taux d'inflation de +7,8 % (contre +8,4 % prévu précédemment), notamment tiré par la hausse du prix du riz local (+12,3 % en glissement annuel fin juin 2025).

MAURICE

Instauration par les États-Unis de droits de douane à hauteur de 15 % sur les produits mauriciens

Le 31 juillet, les États-Unis ont annoncé l'instauration, à compter du 7 août, de droits de douane de 15 % sur les importations en provenance de Maurice dans le cadre de mesures « réciproques ». Un taux initial de 40 % avait été annoncé par l'administration américaine le 2 avril, mais avait ensuite été suspendu pour une période de 90 jours. Un taux minimal de 10 % avait néanmoins été appliqué dès le 5 avril. En 2024, les exportations de Maurice vers les États-Unis se sont élevées à 176,4 M USD, selon les données du FMI. Les États-Unis sont ainsi le troisième partenaire commercial à l'export de Maurice, représentant 11,1 % de ses exportations, derrière l'Afrique du Sud (12,6 %) et Madagascar (11,4 %), mais devant la France (10,8 %).

OUGANDA

Léger repli de l'inflation en juillet

En glissement annuel, l'inflation globale s'établit en juillet à 3,8% (après 3,9% le mois précédent), confirmant une trajectoire globalement stable des prix à la consommation. Une baisse marquée des prix des cultures vivrières est cependant constatée (+3,2% en g.a. contre +4,2% en g.a.), notamment portée par une baisse du prix des tomates (-8,1% en g.a.). L'inflation sous-jacente reste contenue (+4,1% en g.a), soutenue essentiellement par les services (+4,6% en g.a). Les prix de l'énergie et des carburants sont stables avec notamment une diminution du prix de l'électricité (-4,3% en g.a.), tandis que ceux du charbon de bois (+5,5% en g.a.) et de l'eau (+2,3% en g.a.) augmentent.

RWANDA

Annnonce d'une réunion continentale sur les marchés financiers à Kigali

Kigali accueillera du 26 au 28 novembre 2025 la 28^e conférence annuelle de l'Association des Bourses de Valeurs Africaines (ASEA), organisée par la Rwanda Stock Exchange (RSE). Cet événement rassemblera des représentants d'au moins 26 bourses et près de 2 000 sociétés cotées, totalisant plus de 2 500 Md USD de capitalisation. Plus de 300 participants, dont régulateurs, investisseurs et décideurs, discuteront des stratégies d'adaptation aux évolutions des marchés mondiaux, dans un contexte marqué par la faible liquidité, le nombre limité d'introductions en bourse et la culture financière limitée sur le continent. Fondée en 1993, l'ASEA promeut le développement des marchés africains en favorisant la collaboration, la transparence et l'intégration des critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance).

SOMALIE

Lancement de Starlink

La Somalie devient le 25^e marché de l'entreprise Starlink après le lancement officiel du service Internet haut débit de ce dernier dans le pays. L'Autorité nationale des communications (NCA) a approuvé sa licence en avril 2025. Les autorités somaliennes ont salué cette avancée, qui s'inscrit dans les objectifs de la Stratégie nationale des TIC (2019–2024), notamment en matière d'infrastructure numérique et d'accès à Internet. Starlink envisage d'améliorer la couverture Internet

en Somalie où l'accès à haut débit est très faible. Toutefois, les tarifs de l'abonnement pourraient être inaccessible pour le grand public : l'abonnement individuel coûte 40 000 SOS (70 USD) par mois, avec un coût initial pour le matériel de 220 000 SOS (390 USD).

SOUDAN DU SUD

Des difficultés techniques et un manque de liquidité entravent le versement des salaires

Le ministère des Finances a organisé une réunion pour accélérer le versement des salaires publics et promouvoir le paiement par virement bancaire, suite aux retards signalés par des parlementaires. Malgré des transferts réguliers, les retards persistent en raison d'un manque de liquidités et de capacités techniques limitées. Pour faciliter l'ouverture de comptes, les banques commerciales ont été invitées à réduire leurs frais bancaires, qui restent toutefois élevés (entre 0,11 et 0,44 USD par transaction) par rapport au faible niveau des salaires.

SEYCHELLES

Hausse de +3,5 % de l'indice des prix à la production manufacturière en juin 2025 en glissement annuel

Dans le dernier rapport sur l'indice des prix à la production manufacturière (IPPM) publié le 31 juillet, le Bureau national des statistiques (NBS) seychellois observe une légère hausse de +1,3 % de l'IPPM entre mai (indice de 108,8) et juin 2025 (110,2), et une hausse de +3,5 % entre juin 2024 et juin 2025. Sur cette période, les principales hausses s'observent pour la fabrication de boissons non-alcoolisées et la production d'eau minérale (+ 15,9 %), la production, transmission et distribution d'électricité (+5,3 %), la transformation et conservation de poissons et de crustacés (+3,2 %), ainsi que la distillation, rectification et mélange de spiritueux (+3 %).

TANZANIE

Lancement d'un projet d'uranium de 1,2 Md USD

Le 30 juillet 2025, la présidente Samia Suluhu Hassan a inauguré le projet d'uranium du fleuve Mkuju, situé

dans les hauts plateaux du sud de la Tanzanie, dans la région de Ruvuma, près de la frontière avec le Mozambique et du parc national de Nyerere. Ce projet d'extraction, d'une valeur estimée à 1,2 Md USD, est développé en partenariat avec la société publique russe d'énergie nucléaire Rosatom. L'inauguration a également marqué la mise en service d'une usine de traitement de l'uranium de 400 M USD sur le site de Mkuju. Selon le ministre des Mines, Anthony Mavunde, le gisement contient environ 139 millions de tonnes de minerai d'uranium, pour une durée d'exploitation prévue de 22 ans. La Tanzanie deviendrait ainsi le troisième producteur d'uranium en Afrique, derrière le Niger et la Namibie.

Le port sec de Kwala, moteur du développement logistique en Tanzanie

Le 31 juillet 2025, la présidente Samia Suluhu Hassan a inauguré le port sec de Kwala, dans le district de Kibaha, ainsi que le service de fret électrique de la ligne ferroviaire à écartement standard (SGR). Ce projet vise à réduire les coûts logistiques, désengorger le port de Dar es Salaam et renforcer le rôle de la Tanzanie en tant que hub commercial régional. Couvrant plus de 1 000 hectares, dont un parc industriel censé créer plus de 200 000 emplois, l'installation traite actuellement 820 conteneurs par jour, avec une capacité annuelle de 300 000. Situé à 90 km de Dar es Salaam, le site est relié par la route à l'autoroute Dar es Salaam–Morogoro et par rail au réseau SGR. Le port sec devrait absorber jusqu'à 30 % du fret actuellement traité à Dar es Salaam, accélérant le dédouanement et le transit des marchandises locales et régionales.